

Je conchie la République de Macron

écrit par Daniel Faguet | 29 novembre 2023



Je conchie la RÉPUBLIQUE de Macron.

Je conchie LA République du vivre ensemble et du pas

d'amalgame. Depuis une semaine sur LCI et BFMTv la chasse à l'extrême droite est ouverte.

Véran a déclaré hier *«ce drame nous fait courir le risque d'un basculement de notre société »*

NON, ce n'est pas un drame selon le Larousse ou le Robert, perdez cette habitude de toujours minimiser les exactions ou crimes des racailles anti-Françaises. C'est un assassinat en bande organisée.

Ils sont tous aveugles au gouvernement. Ce n'est plus un risque, c'est déjà un basculement, quand 73% de la population ne veut plus d'immigration, et que des Français défilent dans plusieurs villes, en chantant *« on est chez nous »*

On a déjà *»basculé »* par vos fautes et lâchetés répétées, en refusant de voir la réalité et en la cachant.

À chaque émeute contre la France et quand des opposants patriotes dénoncent ces émeutes ou un assassinat de Français de souche, vous en appelez aux valeurs de la république, jamais aux valeurs de **NOTRE** RÉPUBLIQUE, **VOTRE** république qui n'est plus républicaine, qui n'est plus la nôtre.

Jamais ils n'en appellent à la défense de la France. A leurs yeux, NOTRE république a-t-elle plus de valeur que la France ? Où n'importe qui devient Français.

Parlons de notre république peu démocratique où Présidents et gouvernements gouvernent contre le peuple. Le traité de 2005 rejeté par referendum, a été ratifié en 2008 par le parlement. L'agenda 2030 de l'ONU est signé, mettant la France sous tutelle mondialiste, <https://onu.delegfrance.org/L-Agenda-2030-de-developpement-durable>

La réforme des retraites a été votée contre la volonté du

peuple. En cette fin d'année nous allons voir si par magouilles et 49/3 le gouvernement n'arrêtera pas l'immigration contre la volonté de 75% de la population.

Tous les gouvernements et Présidents ont signé des lois et décrets soumettant le pays à des ordonnances (des ordres ?) Européennes ou mondiales, supérieures à notre constitution, ayant transféré nos compétences à l'UE. Le président est garant de notre souveraineté, et lui parle que de la souveraineté de l'Europe.

Notre indépendance n'existe plus, nous ne sommes plus souverains.

Notre territoire n'est plus défendu, y rentre qui veut et s'y maintient contre les obligations de quitter le territoire. En 2022, sur 200 000 entrées illégales, 65 076 OQTF ont été prononcées et 4 474 exécutées. Traître à la nation, Macron a laissé au minimum 1500 quartiers aux mains des racailles islamisées en Juillet.

En juillet 150 000 racailles ont mis la France à feu et à sang, 4164 ont été arrêtées (3%) et 0,2 % inculpées,

À la suite du décès de Thomas, 80 Français ont défilé sans violence dans le quartier de la Monnaie ce samedi 25/11. Sans commettre aucune dégradation ils se sont vu interdire un territoire Français, 20 ont été arrêtés (25 %) par la police, pour INTENTION de commettre des violences, 6 inculpées (5%) condamnés de 6 à 10 mois de prison.

Est-ce-que c'est ça les valeurs de NOTRE République ? Favorables à l'immigré émeutier ? Dans NOTRE République les libertés et l'égalité sont sensiblement différentes selon que vous serez Français ou issus de l'immigration.

La police servile défenseur de notre république aurait pu bloquer la manifestation sans faire d'arrestations. Méfiez-vous.

On vient de voir que le président a failli concernant deux articles essentiels de la constitution, l'indépendance de la France et l'intégrité du territoire.

En d'autres temps on raccourcissait ou fusillait les traîtres à la nation. Selon la constitution, Macron devrait être destitué pour haute trahison, ce que ne feront pas nos 2 assemblées croupion, aussi composées de traîtres.

Le Président de la République n'est responsable des actes accomplis dans l'exercice de ses fonctions qu'en cas de haute trahison. Il ne peut être mis en accusation que par les deux assemblées statuant par un vote identique au scrutin public et à la majorité absolue des membres les composant.

Voyons voir les valeurs de NOTRE république.

Indice de la liberté humaine : la France est 42^{ème} sur 165 pays. En Europe de l'Ouest, la France est classée dernière juste après l'Italie. Il existe donc bien une tendance à la baisse générale du niveau des libertés en France. Des données qui se recoupent aisément avec l'indice 2022 de liberté économique du think tank *Héritage Foundation*, qui classe **notre pays seulement parmi les pays modérément libres**. Les pays les plus libres en 2022 sont la Suisse, la Nouvelle-Zélande, l'Estonie, le Danemark et l'Irlande.

<https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-lheure/article/indice-de-la-liberte-humaine-la-france-42eme-sur-165-pays/>

L'Observatoire des inégalités de 2002 vient de publier son rapport bisannuel sur la situation des inégalités sociales en France. Comme tous les deux ans, c'est l'occasion de constater qu'elles ne cessent de croître, particulièrement chez les jeunes : **augmentation de 50% du taux de pauvreté, précarisation de l'emploi, difficultés d'accès à l'éducation supérieure pour les plus pauvres, le tableau est sombre.** Les

femmes, les ouvriers et les immigrés continuent eux aussi de subir les effets des inégalités sur leur vie. <https://www.ess-europe.eu/fr/publication/en-france-les-inegalites-sociales-se-creusent-encore-quel-bilan-en-2022>

La France est championne du monde des taxes et des impôts mais pas du tout de la justice sociale (éducation, santé, égalité des chances...) des pays de l'Europe et de l'OCDE, la France ne figure même pas dans le top 10 mondial. **Elle est 15ème des pays européens**

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/la-france-est-championne-du-monde-des-taxes-et-des-impots-mais-pas-du-tout-de-la-justice-sociale_AN-201912080089.html

1er pays européen pour les dépenses de protection sociale, 33,3 % de son PIB, au détriment de la liberté et de l'égalité devant l'impôt.

<https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse-documents-de-referance/panoramas-de-la-drees/la-protection>

Les dépenses sociales expliquent le baromètre sur la fraternité,

Fraternité : les résultats de l'édition 2021 du Baromètre de la fraternité. **Cette année, la méfiance à l'égard des autres**, hors de son cercle proche familial, amical ou professionnel, **a augmenté et atteint 72 %** des réponses, contre 65 % en 2020 et 62 % en 2019. **71 % des personnes interrogées jugent qu'il y a suffisamment d'immigrés en France**

https://www.lepoint.fr/societe/barometre-de-la-fraternite-les-francais-moins-ouverts-vers-les-autres-16-05-2021-2426650_23.php,

Valeurs de NOTRE République

Est-ce que la fraternité a été pratiquée au dépens de

l'égalité ? Ne pourrait-on pas l'améliorer en remplaçant Fraternité par la Patrie ?

EN remplaçant Fraternité par Patrie dans nos valeurs de la République, la fraternité serait exclusivement au profit des Français de souche,

NOTRE République est-elle bien gérée ?

En 2022, en PIB par Habitant en Europe la France arrive à la 11ème place devant l'Italie, en étant première mondiale en prélèvement.

Macron LE LIQUIDATEUR, dépensier ministre de l'économie du Bouffi Hollande et Président funambule de la finance a réussi à avoir de plus mauvais résultats économiques que les Monarchies Européennes.

NOTRE République Française est gérée par UN Roi fainéants ça ne peut plus durer. En Europe 10 royautés font beaucoup mieux que nous.

Ci-dessous le PIB par habitant en dollars en 2022,,,,,

France 40963 dollars

Les Monarchies en Europe

- le [royaume de Belgique](#) ; 49 000
- le [royaume de Danemark](#) ; 60 000
- le [royaume d'Espagne](#) ; 29 000
- le [grand-duché de Luxembourg](#) ; 128 000
- la [principauté de Liechtenstein](#) ; 184 000
- la [principauté de Monaco](#) ; 205 000
- le [royaume de Norvège](#) ; 101 000
- le [royaume des Pays-Bas](#) ; 58 000
- le [royaume de Suède](#) ; 56 000
- le [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord](#). 46 000
- la principauté d'Andorre 42 000

- **NOTRE RÉPUBLIQUE a besoin d'un sérieux coup de balai** dans l'application de ses valeurs et dans ceux qui sont chargés de la défendre et l'appliquer.